



Session des femmes: augmenter la proportion de femmes dans les professions MINT

Dans un monde de plus en plus numérique, les domaines MINT offrent des métiers d'avenir. La proportion de femmes y demeure pourtant très faible, particulièrement en Suisse. C'est pourquoi economiesuisse soutient une motion revendiquant une proportion de femmes de 50% dans ces professions. Elle sera présentée lors de la Session des femmes, qui se tient les 29 et 30 octobre 2021 au Palais fédéral, à Berne.

Nous vivons dans un monde en pleine mutation numérique et la technologie joue un rôle indispensable dans nos vies. Ainsi, les professions offrant les meilleures perspectives d'emploi se trouvent dans le domaine dit MINT, pour mathématiques, informatique, sciences naturelles et technique. Pourtant, les jeunes femmes y semblent actuellement peu sensibles lorsqu'il s'agit de choisir une formation, ce qui est regrettable.

Elles sont peu nombreuses à s'orienter vers un apprentissage dans le domaine des MINT et leur proportion y reste donc extrêmement faible. Selon l'Office fédéral de la statistique, elles ne représentent que 8% dans la filière «Développement et analyse de logiciels et d'applications», ou 6% en «Électronique et automatisation». Le tableau est sensiblement le même au degré tertiaire. Une étude réalisée en 2019 par Rütter Soceco montre que la proportion de femmes, par exemple en sciences de l'ingénieur, n'atteint que 27,5% dans les universités suisses et encore moins, soit 20,1%, dans les hautes écoles spécialisées. Cela a un effet direct sur la

structure d'emploi, comme le montre l'exemple des technologies de l'information et de la communication (TIC), une branche où les femmes représentent tout juste 16%.

Un objectif raisonnable, mais un calendrier illusoire

Manifestement, il y a un important besoin d'agir. Cette question sera abordée lors de la Session des femmes, qui aura lieu les 29 et 30 octobre à Berne, avec le soutien d'economiesuisse. La motion «Moitié-moitié» dans les professions MINT. Augmenter la proportion de femmes demande que celle-ci soit portée à 50% d'ici 2030. Sur le fond, economiesuisse soutient cette revendication, mais estime que le délai imparti n'est pas du tout réaliste. À l'horizon 2030, il serait à son avis judicieux de viser une proportion de 50% de femmes dans les apprentissages MINT. Il faudra en effet bien plus de temps jusqu'à ce que cela se reflète dans la structure d'emploi car, d'une part, les apprenties et étudiantes doivent d'abord achever leur formation et, d'autre part, le déséquilibre dans la population déjà active demeure. Pour un rapport «moitié-moitié» en 2030, il faudrait qu'un nombre considérable de femmes envisagent une reconversion professionnelle et changent de métier.

Le choix d'une profession et formation commence bien avant la recherche d'une place d'apprentissage

Comme le revendique la motion, il est capital que, dans l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière, «les jeunes filles et les femmes reçoivent les mêmes informations et les mêmes possibilités de découvrir des métiers d'avenir ancrés dans les technologies de l'information et dans l'industrie (p. ex. salaires, perspectives de carrière, perspectives d'avenir)». Mais dans bien des cas, il est déjà trop tard. Une jeune femme qui perd tout intérêt pour les MINT à cause de son expérience à l'école obligatoire ne se dirigera bien souvent pas vers ce domaine par la suite. Des études scientifiques (par exemple Buser, Peter, Wolter (2017)) montrent que les jeunes filles ont plus tendance à être rebutées par l'aspect compétitif des cours de mathématiques. Souvent meilleures que leurs petits camarades en début de scolarité, elles se désintéressent par la suite des mathématiques et se font alors dépasser par les garçons. L'enseignement doit être conçu de manière à tenir davantage compte de ces spécificités de genre. À juste titre donc, la motion demande que la sensibilisation aux questions de «MINT et genre» fasse partie de la formation du corps enseignant. Cela doit aussi être régulièrement rappelé aux enseignants expérimentés. Tous devraient recevoir des outils pour déconstruire les stéréotypes de genre encore trop présents aujourd'hui.

Augmenter aussi la proportion d'hommes dans les «professions féminines»

Dans tout cela, il ne faut pas oublier qu'il ne suffit pas d'augmenter la proportion de femmes dans les domaines MINT. La proportion d'hommes dans les professions typiquement féminines, par exemple dans la santé ou l'éducation, devrait également être augmentée. Ces branches bénéficieraient tout autant d'une plus grande diversité, comme dans le cas de l'école obligatoire notamment.